

que nous pouvons produire. On a besoin de bonnes propositions et un certain nombre ont été présentées, notamment par mon chef lors de la dernière campagne électorale. C'est très important pour les petites entreprises et cela permettrait aux amis, aux parents, aux employés et à d'autres d'appuyer nos jeunes qui sont pleins d'enthousiasme. Bien sûr, pour maintenir et encourager la mise sur pieds de syndicats de capitaux spéculatifs, un gouvernement conservateur-progressiste examinerait à fond nos lois fiscales. Bien que l'impôt sur les gains de capitaux aurait dû être adopté bien avant monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'avoir à interrompre le député, mais le temps qu'il lui était alloué aux termes du Règlement est expiré. Le député peut poursuivre s'il y a consentement unanime de la Chambre.

**Des voix:** D'accord.

**M. Hellyer:** Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Alors que l'impôt sur les gains de capital était attendu depuis longtemps, l'imposition des hausses inflationnistes est une confiscation et non une forme d'imposition et ne devrait donc pas être tolérée.

Il nous faudrait conclure des accords avec les provinces pour que les entreprises familiales de petite et moyenne envergure puissent continuer d'exister et leur éviter la liquidation qui s'impose pour payer les droits successoraux dans le cas de l'actionnaire principal. Beaucoup d'autres modifications au droit fiscal pourraient donner aux Canadiens une occasion meilleure ou égale de participer à l'exploitation de l'industrie et des ressources qui leur appartiennent.

La troisième étape serait d'intensifier massivement la recherche et le développement au Canada. Nous devons apprendre de nos voisins que la technique moderne exige une grande part de fonds publics et ne peut-être laissée au hasard ou à la seule industrie privée surtout si beaucoup de nos industries appartiennent à des étrangers. En 1967, 18 p. 100 seulement des dépenses de recherches et de développement entrepris par des maisons canadiennes étaient financées par des fonds publics; aux États-Unis, 53 p. 100 des dépenses de recherches et de développement des entreprises privées étaient financées par le gouvernement et les données comparables au Royaume-Uni et à la France étaient respectivement de 35 et 42 p. 100.

Nous pourrions accroître utilement notre activité dans un nombre incroyable de domaines. Celui qui est le plus d'actualité est cependant celui de l'énergie. La technologie propre à l'extraction du pétrole des sables bitumineux de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, ne fait que ses débuts. Il faudra des sommes considérables pour améliorer ces techniques. Non seulement il importe que cet argent soit dépensé, mais il importe aussi que les résultats soient du domaine public pour éviter que le Canada ne soit à la merci d'une seule entreprise ou d'un groupe d'entreprises. Il faudrait également explorer les techniques permettant de brûler la houille maigre sans dépasser des niveaux inacceptables de pollution de l'air. Il y a quelques années, une visite à Hong Kong m'a convaincu que la technique employée à cet endroit était bien supérieure à la nôtre.

● (1650)

Puis il y a tout le vaste secteur de la mise en valeur des sources d'énergie autres que la combustion de carburants fossiles. De nouvelles recherches s'imposent sur plusieurs plans si nous voulons tirer parti des progrès déjà accom-

#### *Investissement étranger—Loi*

plis dans le domaine de l'énergie nucléaire. Nous avons bien démarré mais nous ne profitons pas comme nous le devrions de l'avantage acquis de ce côté. En outre, nous ne tenons pas le monde au courant de nos réalisations. Les observations des membres de la communauté européenne qui nous ont visités la semaine dernière dénotaient une ignorance profonde du rendement des réacteurs atomiques modérés à l'eau lourde. Il nous reste aussi à explorer les autres sources énergétiques, comme les marées, l'énergie solaire, la fusion, et le reste. Nous avons les cerveaux et les stimulants nécessaires pour explorer nos possibilités dans tous ces domaines. Mais nous avons jusqu'ici traîné en arrière, et c'est à peu près ce que nous avons fait de plus caractéristique. Peu de pays pourraient profiter davantage d'un programme délibérément choisi et arrêté de recherche pure, et ce qui est tout aussi important du point de vue canadien, de recherche appliquée.

Et voici la quatrième étape: la création d'institutions financières plus souples. Nous avons accompli des progrès sensibles de ce côté depuis quelques années, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous devons d'abord encourager les Canadiens à épargner suffisamment pour répondre à leurs exigences en fait de capital, mais nous devons aussi créer les voies d'acheminement de ces épargnes vers les débouchés et les secteurs où leur utilisation s'impose. Le peu d'empressement des gouvernements provinciaux de l'Est et de l'Ouest à approuver le bill à l'étude révèle qu'à leurs yeux, les institutions financières du Canada ne sont pas encore organisées de façon à répondre à leurs exigences financières. Pour que le bill C-132 aboutisse à quelque chose de valable, nous devons pouvoir répondre, nous-mêmes au pays, à tout besoin de capitaux qui serait autrement satisfait par des financiers étrangers. Tant que nous n'en serons pas là, il y aura du mécontentement et de la dissension.

Une plus grande souplesse s'impose au bas et au haut de l'échelle surtout. Les petits entrepreneurs ont beaucoup de mal à acquérir les fonds qui leur sont nécessaires. On peut en dire autant des entreprises géantes qui manipulent des centaines de millions de dollars. Pour être vraiment suffisant, un marché de capitaux doit pouvoir répondre à ces deux genres d'exigences, promptement et infailliblement.

Une renaissance de l'esprit d'entreprise s'impose à tout prix dans le monde des affaires au Canada. Sans la perspicacité et l'initiative que seuls des entrepreneurs doués peuvent assurer à l'économie d'un pays, le Canada devra se satisfaire des rôles secondaires offerts par les sièges des grandes entreprises multinationales. Pour favoriser l'esprit d'entreprise qui dort au Canada, il nous faudra une attitude plus nuancée et plus tournée vers l'avenir de la part de nos institutions financières et, avant tout, un changement de politique qui débarrassera les entrepreneurs de l'emprise du gouvernement de façon qu'ils puissent avoir des chances de s'en tirer.

Cinquièmement, monsieur l'Orateur, il faut réunir tout ce dynamisme en un effort massif pour augmenter les exportations canadiennes. Il est troublant de noter que, l'année dernière, notre balance commerciale avec bien des parties du monde a été déficitaire. Ce n'est pas la bonne formule. Nous pouvons soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et nous devons y être encouragés et aidés. Le but serait d'avoir un compte courant suffisamment excédentaire pour nous fournir les dollars américains nécessaires pour devenir propriétaire de grandes sociétés multinationales exerçant des activités nombreuses et de tenir des avoirs importants au Canada. C'est seulement avec la propriété et le contrôle d'une des gran-